



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

**Appel d'Offres**

**Pouvoir adjudicateur :  
C.H.R. METZ-THIONVILLE  
1, allée du Château  
CS 45001  
57085 METZ Cedex 03**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières \* réf. POND25 \* du 19 août 2024**

**établi en application du Code de la Commande Publique 2019,  
et relatif à la:**

**Fourniture (via un dépositaire logistique) de :**

**CONSOMMABLES DE DIALYSE  
PRODUITS DE NUTRITION ENTERALE  
SOLUTIONS : POUR PERFUSION \* POUR IRRIGATION \* VERSABLES  
PRODUITS DE NUTRITION PARENTERALE  
ANTISEPTIQUES**

**au CHR METZ-THIONVILLE**

**La procédure de consultation utilisée est la suivante : APPEL D'OFFRES OUVERT**  
*en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la Commande Publique 2019*

**Accord-cadre avec émission de bons de commandes**  
*selon les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162.6 \* R.2162-13 et R.2162-14  
du Code de la Commande Publique 2019*

**Date et heure limites de réception des offres :**  
**VENDREDI 27 SEPTEMBRE à 12h00**



**Article premier – PARTIE CONTRACTANTE**

Le Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, établissement support du GHT-6 LORRAINE NORD et pouvoir adjudicateur, est représenté par son Directeur Général, seul habilité à signer les marchés.

**Article 2 – OBJET ET DUREE DU MARCHE****2-1-Objet**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

Fourniture de :

**CONSOMMABLES DE DIALYSE - PRODUITS DE NUTRITION ENTERALE - SOLUTIONS :  
POUR PERFUSION \* POUR IRRIGATION \* VERSABLES - PRODUITS DE NUTRITION  
PARENTERALE – ANTISEPTIQUES**

au CHR METZ-THONVILLE

par l'intermédiaire du dépositaire pharmaceutique désigné ci-dessous, prestataire logistique contractuel du CHR :

**WELCOOP LOGISTIQUE**

Z.A.I. de Gondreville-Fontenoy

Lieu-dit "Aux loups"

54840 GONDREVILLE

Standard : 03.54.03.52.01

Fax : 03.83.65.16.19

courriels : [adv.evr@lacooperativewelcoop.com](mailto:adv.evr@lacooperativewelcoop.com) ou [jean-sebastien.becker@lacooperativewelcoop.com](mailto:jean-sebastien.becker@lacooperativewelcoop.com)

site : <http://www.lacooperativewelcoop.com/>

2 points de commande et de livraison :

<b>HOPITAL DE MERCY</b>	<div> <div> <b>Pharmacie</b> </div> <div> <u>Adresse géographique</u>  1, allée du Château   57530 ARS LAQUENEXY </div> <div> <u>Adresse postale</u>  1, allée du Château  CS 45001  57085 METZ cedex 03 </div> </div>
<b>HOPITAL BEL-AIR</b>	<div> <div> <b>Pharmacie</b> </div> <div> <u>Commandes / Facturation :</u>  1, rue de Friscaty  57100 THIONVILLE </div> <div> <u>Livraisons :</u>  Chemin Ste Anne  57100 THIONVILLE </div> </div>



## 2-2-Forme et durée

Le marché est un **accord-cadre mono-attributaire avec émission de bons de commande** avec ou sans quantité avec montant maximum.

Il est passé **pour une période de 3 ans démarrant à la date de notification (\*), renouvelable 1 année.**

**(\*) sauf – en dérogation à l'article 13.1.1 du C.C.A.G. F.C.S. - :**

- **lot 63 : début d'exécution au 1<sup>er</sup> octobre 2024 (ou date de notification si postérieure) et fin à la même date que les autres lots**

Les prestations du présent accord-cadre donneront lieu à émission de bons de commande successifs comportant la désignation des produits. Les bons de commande pourront s'exécuter au plus tard au terme des 4 années suivant la date de notification du marché.

Les quantités indiquées dans le catalogue des besoins sont estimées **pour une année**. Elles sont exprimées à titre indicatif et sont susceptibles de varier.

La quantité minimale sur la durée totale d'exécution du marché correspondant au quadruple des besoins exprimés pour la durée totale du marché, sans engagement de quantité minimum

### Article 3 – ALLOTISSEMENT ET MODE DE DEVOLUTION DU MARCHÉ

Les produits objet de la consultation sont répartis en **63 lots** détaillés dans le catalogue des besoins annexé.

Chaque lot donnera lieu à la passation d'un accord-cadre avec émission de bons de commande. L'accord-cadre sera **mono-attributaire** par lot. L'attribution de l'accord cadre se fera pour chaque lot dans son intégralité (pas d'attribution séparée par sous-lot).

Les candidats pourront se voir attribuer un ou plusieurs lots. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de regrouper l'ensemble des lots attribués à un même candidat dans le cadre d'un marché unique.

Chacun des lots pris individuellement pourra faire l'objet d'une reconduction dans les conditions exposées à l'article 8 du présent C.C.A.P

### Article 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels qui prévalent dans l'ordre ci-après :

- **l'acte d'engagement (ATTR1) et ses annexes**, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- le **Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes** dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'administration font seuls foi ;
- le **Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.)** applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté ECEM0816423A du 19 janvier 2009, publié le 19 mars 2009 au J.O.R.F.)
- les **bons de commande**.

### Article 5 – PRESTATAIRE LOGISTIQUE ASSOCIE

Les candidats sont avertis que **le présent marché implique OBLIGATOIREMENT le recours au prestataire logistique suivant**, lié contractuellement au CHR METZ-THIONVILLE :

**WELCOOP LOGISTIQUE**  
Z.A.I. de Gondreville-Fontenoy



Lieu-dit "Aux loups"  
54840 GONDREVILLE

WELCOOP LOGISTIQUE possède le statut de dépositaire pharmaceutique et sera en charge de la gestion de l'approvisionnement des produits objets de la présente consultation au CHR METZ-THIONVILLE.

A ce titre, WELCOOP LOGISTIQUE passe les commandes et réceptionne les produits, au nom et pour le compte du CHR METZ THIONVILLE, en vue de constituer une collection initiale (avec remise à niveau continue) en ses locaux. Le dépositaire assure la réception et la vérification quantitative et qualitative des produits livrés par les fournisseurs retenus par le CHR METZ-THIONVILLE dans le cadre du présent marché. Enfin, il assure la livraison des produits dans les différents sites du CHR METZ-THIONVILLE.

**Afin de satisfaire aux obligations du présent cahier des charges, le candidat soumissionnaire sera amené à conclure un contrat de dépôt avec WELCOOP LOGISTIQUE (cf. modèle de contrat en "annexe Welcoop n°2" du dossier de consultation). Il s'agit d'un contrat à titre onéreux : en contrepartie de la prestation de stockage et de livraison, le titulaire d'un marché conclu à l'issue de la présente consultation **versera une rémunération au dépositaire**.**

*Les candidats devront prendre connaissance des annexes du DCE détaillant les circuits, les responsabilités et les coûts de rémunération de la prestation du dépositaire.*

#### **5-1-Missions de WELCOOP LOGISTIQUE :**

La prestation de service logistique porte sur les activités de stockage et de livraison de produits pharmaceutiques au CHR METZ-THIONVILLE.

**A ce titre, WELCOOP LOGISTIQUE assure, pour le compte du C.H.R. METZ-THIONVILLE :**

- **La commande aux laboratoires des références retenues dans le cadre de la présente consultation,**
- **la réception des fournitures (contrôles qualitatif et quantitatif)**
- **leur stockage et la gestion des stocks,**
- **la réception des ordres de livraison des établissements du C.H.R.,**
- **la livraison des produits aux établissements du C.H.R.,**
- **la transmission des relevés de livraison aux laboratoires en vue de l'émission par ceux-ci des factures destinées au C.H.R.**

*Les flux sont présentés en annexe 1 "Schéma logistique"*

#### **A- Commandes / réceptions / gestion de stock**

WELCOOP LOGISTIQUE **gère le stock** des produits destinés à l'approvisionnement du CHR METZ-THIONVILLE.

A ce titre, WELCOOP LOGISTIQUE est chargé de la passation des commandes nécessaires au stockage initial puis aux réapprovisionnements ; il assure la **réception et la vérification quantitative et qualitative des produits livrés par les fournisseurs** (retenus par le CHR METZ-THIONVILLE dans le cadre de la présente consultation), **directement dans sa plateforme de stockage.**

Les commandes faites par le prestataire logistique vers les laboratoires feront clairement apparaître qu'elles sont en lien avec les besoins du CHR, une référence au numéro de marché pourra apparaître. Un défaut d'approvisionnement, partiel ou total et non justifié par une situation de rupture, pourra soumettre le laboratoire à des pénalités de retard et au recours, si nécessaire, à une solution alternative de fourniture chez un tiers fournisseur (application des dispositions prévues à l'article 11 du présent C.C.A.P.)

*Un indicateur de performance pourra être mis en place : nombre de commandes passées par le prestataire logistique, non honorées et nécessitant une intervention directe du CHR, par rapport au nombre total de commandes passées par le prestataire logistique.*

Des pénalités de retard pourront être appliquées en cas de nécessité de relance



**Péréemption des produits :**

Les dates de péréemption des produits livrés au prestataire devront faire apparaître un délai de validité minimale du produit de 12 MOIS.

✱ **Les produits livrés et stockés chez le prestataire logistique demeurent la propriété du fournisseur fabricant** (le titulaire est un dépositaire de produits pharmaceutiques)

Néanmoins, les candidats doivent acter que ce stock est le seul et unique stock dont peut disposer le CHR METZ THIONVILLE (stock sur site : en unité de soins uniquement, équivalent à 1 à 5 jours maximum de consommations, selon les services).

Les candidats devront donc s'engager :

- à mettre **en dépôt un stock minimum équivalent à 1 mois de consommation selon les besoins du CHR indiqués dans le catalogue des besoins (NB : stock optimum à 6 semaines)**,
- le cas échéant, à mettre en place un contingentement, **uniquement sur le stock à venir et en aucun cas sur le stock déjà livré chez le dépositaire**
- à ne procéder à des retraits du dépôt que pour des produits périmés ou défectueux, sur demande du dépositaire et avec accord du CHR.

Au terme des 4 années du marché ou en cas de non-reconduction au-delà de la période initiale triennale, le titulaire s'engage à maintenir au minimum 15 jours de stock permettant la continuité d'approvisionnement pendant le délai de mise en place de la solution suivante. Le titulaire pourra reprendre son stock au-delà des 15 jours.

✱ **La charge de la responsabilité des produits est transférée au CHR METZ-THIONVILLE lors des livraisons** dans ses différents établissements (le transfert de responsabilité s'effectue au moment de la signature du bordereau de livraison par les agents réceptionnistes du CHR).

B- Approvisionnement du CHR Metz-Thionville

Les Pharmacies du CHR METZ-THIONVILLE transmettent leurs ordres de livraison au prestataire logistique.

Les ordres sont passés et les livraisons effectuées 5 jours dans la semaine, du lundi au vendredi. Les ordres de livraison sont détaillés par unité de soin à livrer.

**WELCOOP LOGISTIQUE prépare les commandes et assure les livraisons dans les 2 pharmacies suivantes :**

✱ <u>Pharmacie Hôpital de Mercy</u>	1, allée du Château	Ars-Laquenexy
✱ <u>Pharmacie Hôpital Bel-Air</u>	Chemin St Anne	Thionville

WELCOOP LOGISTIQUE communiquera à chaque laboratoire titulaire un relevé des livraisons effectuées au CHR METZ-THIONVILLE. Sur la foi de ces relevés, le fournisseur établira à l'attention de chaque établissement les factures correspondantes aux références livrées par le prestataire logistique.

**5-2- Estimation de la rémunération du dépositaire :**

La rémunération du dépositaire est présentée dans l'annexe WELCOOP n°2 : CONTRAT PHARMACEUTIQUE DE DEPOT (article 7).

La rémunération comporte une part variable (coûts unitaires) et une part fixe correspondant à la gestion technique, pharmaceutique et commerciale du contrat avec les hôpitaux.

Les frais fixes seront répartis par Déposant titulaire en fonction de la part du volume de ses produits retenus par rapport au volume total du marché. (A cet égard, l'annexe 4 "Part volume par lot" indique l'estimation en % que représente approximativement chaque lot par rapport au volume global estimé : environ 650 m<sup>3</sup> pour une année (calculs réalisés pour un volume moyen unitaire sans tenir compte du conditionnement par carton ou palette)

Les candidats devront compléter l'annexe n°3 "Données logistiques" et sont invités à prendre contact avec le dépositaire afin d'évaluer leur quote-part de frais fixes selon les lots.



**Article 6 – AVANCE FORFAITAIRE – GARANTIE A PREMIERE DEMANDE**

*Sans objet*

**Article 7 – DETERMINATION DES PRIX (1<sup>ère</sup> année du marché)****7-1-Contenu des prix**

Le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées (⇔ livrées par le dépositaire au CHR)

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation, de même que les coûts liés à la prestation logistique.

Les notions de minimum de commande, de frais de traitement de commande ou de frais de port complémentaires sont proscrites.

**7-2-Prix de règlement**

Le prix est ferme durant la 1<sup>ère</sup> année du marché.

Il est révisable à chaque date anniversaire de la période d'exécution du contrat dans les conditions prévues à l'article 8 du présent C.C.A.P.

**Article 8 – REVISION DES PRIX - RECONDUCTION DU MARCHE****8-1-Révision des prix**

Le prix des prestations est révisable pour la seconde année d'exécution du marché, à la **date anniversaire de celui-ci**.

**Au plus tard 5 mois avant cette date**, le titulaire fournira ses nouveaux tarifs accompagnés d'une note et de tout document permettant de justifier de l'évolution des prix. A défaut de présentation de ces tarifs dans le délai, et de l'accord expresse du pouvoir adjudicateur, les prix du marché seront considérés invariants.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter les nouveaux tarifs, si la négociation tarifaire engagée au titre de la période annuelle suivante fait apparaître une progression de prix dépassant le seuil d'acceptation du C.H.R (⇔ taux ONDAM de l'année en cours).

En cas de désaccord sur la révision des prix, le marché sera résilié, sans indemnisation, à la date d'anniversaire initialement prévue.

➤ **Clause de réexamen :**

**En dehors de la révision prévue à la date anniversaire du contrat et en cas de variation des coûts de fabrication et de distribution en lien avec des événements imprévisibles** au moment du dépôt de l'offre initiale (crise économique majeure, hausse des prix / pénurie de matières premières, hausse des prix des approvisionnements et de l'énergie...) et susceptibles d'affecter la poursuite d'exécution des contrats, les prix pourront être révisés sur des périodes définies, à la demande du titulaire.

Le titulaire précisera la période d'application de la révision de prix et produira à l'appui de sa demande les factures établissant la provenance des fournitures ainsi que leur prix d'acquisition ou de fabrication, au moment de la demande de révision et au moment du premier mois d'exécution du marché.



Les prix seront révisés de la manière suivante :

$$P = F + (P_o - F_o)$$

Dans laquelle :

P	Prix révisé
F	Prix d'acquisition ou de fabrication au mois de la demande de révision
P <sub>o</sub>	Prix initial du marché
F <sub>o</sub>	Prix d'acquisition ou de fabrication initial (au premier mois d'exécution du marché)

La révision provisoire sera formalisée par un avenant.

## **8-2-Reconduction du marché**

Le marché est **reconductible pour une année au terme de 3 années d'exécution**. La reconduction du marché est tacite. Le titulaire pourra s'opposer à la reconduction.

\* En cas de décision de non reconduction à l'initiative du titulaire, il devra en aviser le pouvoir adjudicateur **au plus tard 5 mois avant la date de reconduction**.

\* En cas de décision de non reconduction à l'initiative de la personne publique, le titulaire en sera avisé **au plus tard 3 mois avant la date de reconduction**.

En cas d'accord sur le principe de reconduction, les modalités de révision des prix prévues à l'article 8-1 s'appliquent.

## **Article 9 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT - DELAIS ET MODE DE REGLEMENT – INTERETS MORATOIRES**

### **9-1- Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au marché seront libellées en € à l'exclusion de toute autre unité de compte et/ou de paiement.

Les factures seront établies sur la foi des relevés de livraisons au CHR transmis par WELCOOP LOGISTIQUE (et non sur les approvisionnements du titulaire vers le prestataire logistique).

#### **9.1.1-Facture électronique :**

L'utilisation de la facture électronique est **obligatoire** et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

#### **9.1.2-Dépôt de la facture électronique :**

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat "Chorus Pro" (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

**Le code service doit être impérativement respecté lors du dépôt des factures.** Celui est transmis sur chaque commande émise. L'absence de code service entraîne des recherches supplémentaires et peut occasionner une date de règlement différée.

Les codes service « Pharmacie » sont les suivants : **MEDBA / MEDMY**

BA = site de Bel-Air (Thionville)

MY = site de Mercy (Metz)



Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser "Chorus".

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture (SIRET) ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement.

### **9-2-Délais de paiement**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article R.3133-11 du Code de la Commande Publique 2019 : les factures présentées aux établissements adhérents sont réglées – hors délai bancaire – sous le délai maximum de **50 jours**.

Les factures donnent lieu à paiement dès lors que la Pharmacie a pu constater le service fait (fourniture conforme, livrée complète...).

Le délai global de paiement commence à courir à la plus tardive des deux dates :

- de service fait,
- de réception de la facture conforme.

### **9-3-Suspension du délai global de paiement**

Au cas où la facture présentée en règlement n'est pas conforme aux prestations exécutées, aux prix applicables ou à la présentation prévue à l'article 9-1 *supra*, il sera opposé un **sursis de paiement** au fournisseur, pour régularisation.

Le délai global de paiement reprend une fois que les corrections demandées ont été apportées ou que le service a été fait, avec cependant un solde minimum de 30 jours calendaires incluant le délai du comptable assignataire.

### **9-4-Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais fait courir de plein droit au titulaire du marché des intérêts moratoires selon le taux de refinancement principal de la banque centrale européenne en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter de l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros



**Article 10 – DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché est l'euro.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

**Article 11 – RUPTURES / CONTINGEMENT : EXECUTION PAR DEFAUT**

En cas de rupture de stock (partielle ou totale, liée ou non à la mise en place d'un contingentement et si le défaut de livraison est imputable au titulaire du marché et non à la société WELCOOP LOGISTIQUE) ou d'arrêt de commercialisation, la personne responsable se fournira là où elle le jugera utile.

Tous les frais supplémentaires pouvant résulter de cette opération sont à la charge du fournisseur défaillant sans préjudice d'éventuels dommages et intérêts.

En cas de différence de prix au détriment de l'Etablissement, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et automatiquement déduite de la prochaine facture mise en paiement à son profit ou récupérée par titre de recettes au libre choix du C.H.R.

A l'inverse, toute diminution de dépense après recours à un tiers fournisseur ne profite pas au titulaire.

**Article 12 – INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION**

Le pharmacien doit avoir accès aux informations techniques, concernant les produits proposés (documents, références à des banques de données, dossiers cliniques, etc.).

Le titulaire du marché s'engage à former en tant que de besoin les utilisateurs à l'emploi des produits proposés et retenus dans le cadre de la consultation.

**Article 13 – JURIDICTION COMPETENTE**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent C.C.A.P., le tribunal administratif de STRASBOURG sera seul compétent.

**Article 14 - RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci :

- soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 31 du C.C.A.G. F.C.S.,
- soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 32 du C.C.A.G. F.C.S.,
- soit dans le cas de circonstances particulières mentionnées à l'article 30 du C.C.A.G. F.C.S.

**14-1-Résiliation pour faute**

En cas d'infraction caractérisée aux clauses du marché, notamment en cas de manquement aux obligations du présent C.C.A.P., le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville ou son représentant peut résilier le marché sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

La décision de résiliation interviendra après que le titulaire ait été informé, par lettre recommandée avec A.R., de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de 8 jours.



Conformément aux articles 32 et 36 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour faute, les établissements du CHR Metz-Thionville se réservent le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût au titulaire défaillant.

#### **14-2-Résiliation sans faute**

Le Directeur Général du Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, ou son représentant peut résilier le marché sans qu'il y ait faute du titulaire pour un motif d'intérêt général ou pour un motif financier (absence d'accord sur la révision des prix,...).

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général ou financier n'ouvre pas le droit à indemnité.

En cas d'expiration de brevet d'une spécialité retenue au marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat sans indemnité et sans mise en demeure préalable.

En cas de perte de situation de monopole de fait (le produit n'est plus protégé par un brevet mais il est en situation de monopole), le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat sans indemnité et sans mise en demeure préalable.

La décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec A.R.  
Dans tous les autres cas, les articles 33 et 34 du C.C.A.G-F.C.S. s'appliquent.

#### **Article 15 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE**

Le comptable assignataire des paiements est :

Madame la Trésorière Principale des Etablissements Hospitaliers de Metz-Thionville  
H.I.A. LEGUEST  
Bâtiment 001  
27, avenue de Plantières  
BP 90001  
57077 METZ Cedex 3  
☎ 03.87.65.17.60 - 📠 03.87.65.17.99  
mél : [t057061@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:t057061@dgfip.finances.gouv.fr)

#### **Article 16 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

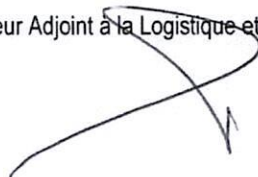
Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG-FCS par l'article 2-2 du CCAP  
Dérogation aux articles 29 et 33 du CCAG-FCS par l'article 14-2 du CCAP

Fait à METZ, le 19 août 2024

*Pour la Direction des Achats, Logistique et Hôtellerie,*

Le Directeur Adjoint à la Logistique et à l'Hôtellerie



Lionel TOSI